



Le baromètre économique des services en France

Mai 2013

Sommaire

Editorial	p. 3
L'indicateur avancé de l'emploi salarié dans les services	p. 4
Le chiffre d'affaires des services	p. 5
La valeur ajoutée des services	p. 6
Le climat des affaires dans les services	p. 7
Les échanges extérieurs de services.....	p. 8
Les créations d'entreprises de services	p. 9



L'essentiel :

- Les services continuent de détruire des emplois.
- L'activité des services va se contracter au moins jusqu'à l'été.
- La valeur ajoutée des services va baisser en 2013.
- La trésorerie des entreprises se contracte dangereusement.

Des signaux négatifs

Si l'année 2012 a connu une stabilité du chiffre d'affaires des services, l'année 2013 débute sur une note négative. En effet, le chiffre d'affaires des services recule de 0,3 % en janvier 2013 par rapport à décembre 2012, et de 0,3 % comparé à janvier 2012. A la vue des derniers chiffres macroéconomiques et de l'indicateur du climat des affaires dans les services qui continue de se détériorer, l'activité des services devrait se contracter au moins jusqu'à l'été.

Même si la valeur ajoutée des services a légèrement augmenté en 2012 (0,4 %) à l'inverse du PIB qui est resté stagnant, elle montre aujourd'hui d'importants signes de ralentissement. Le GPS émet l'hypothèse d'une baisse du volume de la valeur ajoutée des services pour 2013 dans un environnement économique général que le FMI et les instituts de conjoncture annoncent dégradé. Il n'est plus certain aujourd'hui que les services comme en 2008-2009 fassent la démonstration de leur "résilience".

L'un des points d'inquiétude majeurs des entreprises de services est la contraction de leur trésorerie. Les trois premiers mois de l'année 2013 sont en effet les pires enregistrés depuis la création de l'indice Banque de France en avril 2002.

Conséquence, l'emploi dans les services recule. Depuis des années, les créations nettes d'emplois dans les services compensaient les destructions dans les autres secteurs ; ce n'est plus le cas. L'emploi salarié dans les services va poursuivre sa contraction au 1^{er} trimestre 2013 avec une variation de - 0,7 % par rapport au 4^e trimestre 2012. Cela représente 62 000 emplois détruits au 1^{er} trimestre 2013 soit un rythme annuel de destructions d'emplois comparable à celui de la période de crise profonde de 2008-2009 (-2,8 %). Ce chiffre est à rapprocher de celui de 100 000 emplois détruits en 2012 dans l'économie française.

Pourtant les services demeurent les premiers recruteurs en France comme l'indique la dernière enquête BMO (besoins en main d'oeuvre) de Pôle Emploi : 64 % des projets de recrutement en France en 2013 sont dans les services.

Seule bonne nouvelle, la poursuite des performances des services à l'exportation. Après un excédent record en 2012 de 31,2 milliards d'euros soit 44 % de mieux qu'en 2011, les échanges extérieurs de services maintiennent leur dynamique en janvier 2013.

La rédaction

Ouvrage édité par le Groupement des Professions de Services
Directeur de la publication :
Bérangère de Beaucoudrey
Comité de rédaction :
Dominique Calmels, Grégori Colin,
Bérangère de Beaucoudrey, Cyrille
Néret-Minet.
Edition déléguée : Louisiane - RCS
Paris 518334818 - Tél. 01 56 08 36 60
N° d'édition 04/2013
ISBN : 978-2-918995-24-1
Dépôt légal avril 2013
Contact presse : Isabelle Mas
Vae Solis - Tél. 01 53 92 80 10
isabelle.mas@vae-solis.com
© GPS 2013 tous droits réservés

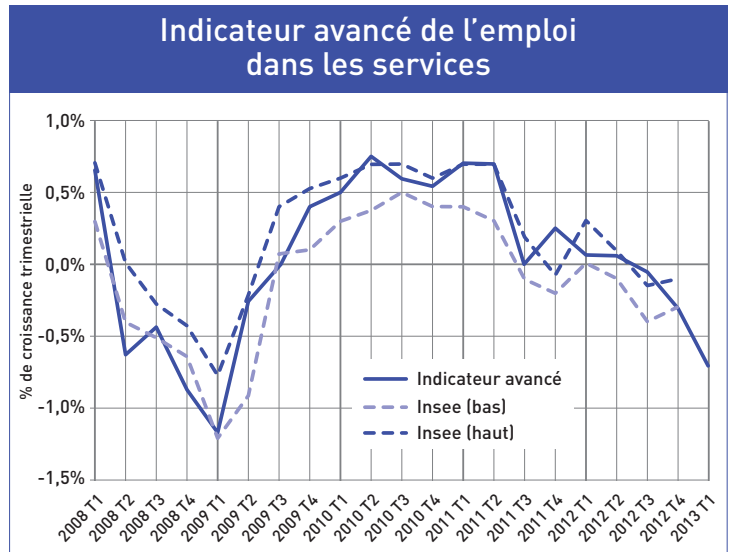


Indicateur avancé de l'emploi salarié dans les services

Le rythme des destructions d'emplois dans les services s'accélère.

L'emploi salarié dans les services pourrait poursuivre sa contraction au 1^{er} trimestre 2013 avec une variation de - 0,7 % par rapport au 4^e trimestre 2012. Cette forte accélération des destructions d'emplois porte sur trois trimestres consécutifs. Cela représente 62 000 emplois détruits au 1^{er} trimestre 2013 soit un rythme annuel de destructions d'emplois comparable à celui de la période 2008-2009 (- 2,8 %). A titre comparatif, sur l'ensemble de l'année 2012, le secteur a vu ses effectifs perdre 38 000 emplois (- 0,4 % entre T4 2011 et T4 2012) pour un total de 8,8 millions de salariés, toutes durées de travail confondues. Ce chiffre est à comparer aux 100 000 emplois détruits en 2012 pour l'économie française.

L'ensemble du secteur marchand non agricole (SMNA) concède - 0,3 % au 4^e trimestre 2012 tout comme les services, en accord avec la précédente prévision du GPS et le chiffre semi-définitif publié par l'Insee. Au cours de l'année 2012, l'emploi salarié du SMNA enregistre une chute de 0,6 % (du T4 2011 au T4 2012) avec trois trimestres consécutifs en baisse.



Source : Insee.

Si la tendance baissière de l'emploi se confirme dans les services au 1^{er} trimestre, il paraît difficile d'espérer un retournement favorable de la conjoncture avant la rentrée 2013.

“ Il paraît difficile d'espérer un retournement favorable de la conjoncture avant la rentrée 2013 ”

Note Méthodologique :

L'emploi constitue la variable économique clé (avec la valeur ajoutée) pour un tableau de bord sectoriel. En effet, l'évolution de l'emploi renseigne sur la tendance de fond de l'activité dans la mesure où l'accroissement des effectifs constitue une anticipation positive de la conjoncture pour un employeur. Cependant, les chiffres de l'emploi sont publiés avec un décalage qui peut être gênant pour l'analyse conjoncturelle et pénalise la réactivité du décideur.

Pour un trimestre T, l'Insee ne publie les chiffres de l'emploi que lors du trimestre suivant : une première estimation "flash" peu détaillée vers le milieu de T+1, suivie en général, deux semaines après par des chiffres sectoriels provisoires, qui feront l'objet de plusieurs révisions. Pour les indicateurs économiques majeurs tels que l'emploi, l'Insee publie en effet plusieurs estimations étalées dans le temps. C'est pourquoi l'indicateur avancé de l'emploi du GPS est présenté dans une "bande de prédiction" bornée par les deux estimations extrêmes fournies par l'Insee pour une période donnée.

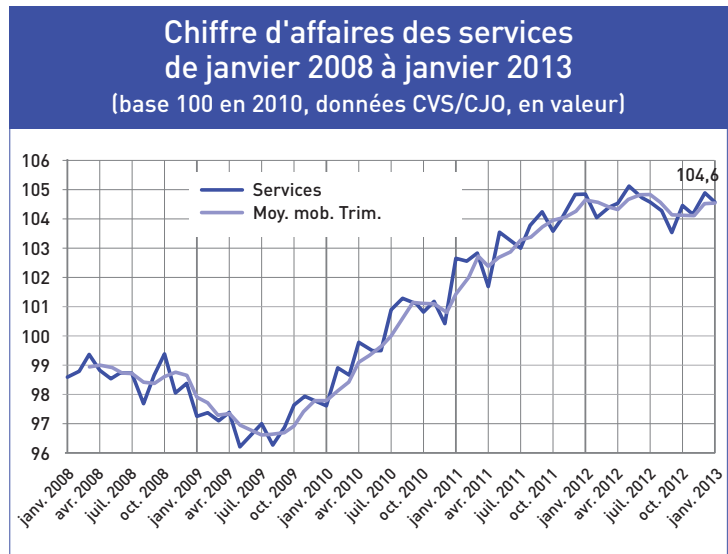
L'indicateur avancé de l'emploi dans les services du GPS permet d'anticiper la publication "flash" de l'Insee. Dès la fin du trimestre T, le GPS dispose d'une estimation de l'emploi pour le trimestre qui vient de s'écouler, ainsi que pour le trimestre à venir. Soit une avance de respectivement 45 et 15 jours sur les chiffres publiés par l'INSEE. Le champ couvert est celui du tertiaire marchand hors commerce, ce qui correspond au champ du GPS, dans les limites des nomenclatures disponibles.

Le chiffre d'affaires des services

Après une année 2012 stable, l'activité recule en janvier.

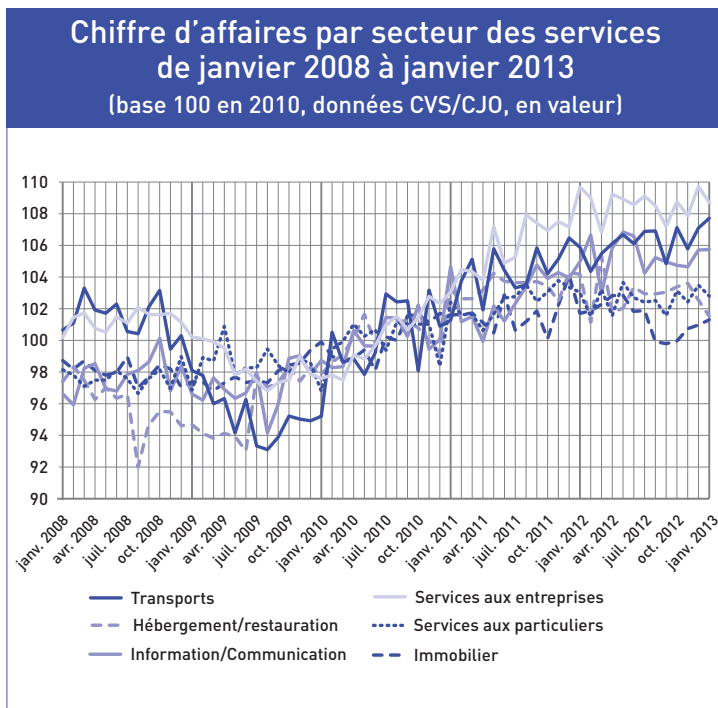
L'année 2012 a connu une stabilité du chiffre d'affaires des services. Toutefois il faut noter quatre mois de baisse d'activité consécutive entre juin et septembre, ce qui porte à six, le nombre de mois de baisse en année pleine.

L'année 2013 débute sur une note négative : le chiffre d'affaires des services a reculé de 0,3 % en janvier 2013 par rapport à décembre 2012, et également de -0,3 % comparé à janvier 2012. Depuis quelques mois le GPS constate un tassement de la reprise amorcée en septembre 2009, et alerte sur la possibilité d'une fin de cette reprise. L'activité des services pourrait être arrivée à son point de bascule entre récession et reprise de la croissance. A la vue des derniers chiffres macro-économiques, le scénario d'une contraction de l'activité des services apparaît le plus probable, du moins jusqu'à l'été.



Source : Insee.

“ L'activité des services semble être arrivée à un point de bascule entre récession et reprise de la croissance. ”



Source : Insee.

Les différentes composantes des services montrent une variété de croissance d'activité.

Les transports poursuivent la progression mensuelle de leur activité : +0,5 % en janvier après +1,4 % en décembre. Ce secteur a connu la meilleure croissance de chiffre d'affaires tous services confondus sur douze mois glissants (+1,8 % de janvier 2012 à janvier 2013).

Malgré une année 2012 difficile, le secteur de l'information-communication obtient la seconde place avec 0,6 % d'augmentation de son chiffre d'affaires pour la même période. Cette faible évolution est principalement imputable au recul de l'activité de ce secteur entamé dès le second semestre.

Les services aux entreprises enregistrent la plus forte contraction mensuelle de chiffre d'affaires des services avec -1,1 % pour janvier 2013, ce qui représente un inquiétant rythme annuel de -4,4 %. Cette contre-performance intervient cependant après une progression de 1,8 % en décembre, progression qui a amoindri la récession pour l'année 2012 calculée à -1 %. Cette perte de chiffre d'affaires pourrait être notamment imputable à l'intérim qui a vu ses effectifs fondre de 61 000 postes en 2012, soit -10,7 % du total employé.

Sur 12 mois glissants depuis janvier 2012, le secteur de l'hôtellerie-restauration concède une perte de 2,5 % de chiffre d'affaires.

1 Source: Insee, Information Rapide n°57 du 13 mars 2013.



La valeur ajoutée des services

La valeur ajoutée des services est restée croissante en 2012 mais montre d'importants signes de ralentissement.

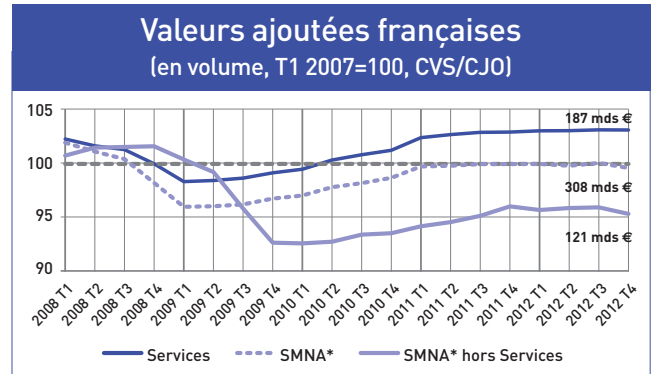
Le volume de valeur ajoutée des services connaît un léger recul au 4^e trimestre 2012 (- 0,1 % par rapport au trimestre précédent) à 187 milliards d'euros.

Le volume a été de 749,3 milliards d'euros sur l'ensemble de l'année 2012, soit une hausse de 0,4 % par rapport à 2011. Au cours de cette même période, le secteur marchand hors agriculture (SMNA) est resté stable (- 0,04 %) avec un volume de VA de 1 234 milliards d'euros. En revanche, le SMNA hors services perd 0,7% avec un solde annuel de 484,9 milliards d'euros. C'est bien la dynamique des services qui a permis à l'économie de se maintenir.

Il semble toutefois, que ce moteur de la croissance française que sont les services, commence à ralentir. Après le léger recul du 4^{ème} trimestre, les premiers éléments recueillis par le GPS sur l'activité des professions de services interrogés depuis le début de 2013, confirment cette tendance.

La reprise de la croissance française ne pourra que peu compter sur la demande étrangère. En effet, malgré les performances exceptionnelles à l'international des services français en 2012 (cf. article sur la balance des paiements), son solde positif de 31,2 Mds d'euros ne représente qu'une petite part des besoins de l'économie française (sans compter le déficit de 70 Mds de la balance des biens).

De plus, la reprise peut difficilement compter sur la demande intérieure : la contrainte budgétaire sur les pouvoirs publics est si forte qu'elle interdit tout plan de



Source: Insee, Comptes Nationaux Trimestriels. *SMNA : Secteur Marchand Non Agricole

relance significatif. Et les niveaux d'investissements sont très bas.

Cette conjoncture rend encore plus nécessaire une politique économique dédiée à la libération de l'offre. Rappelons que le secteur des services est la force d'entraînement de l'économie française comme le prouve le graphique sur la VA.

Les variations trimestrielles de la VA des services par branche en 2012 :

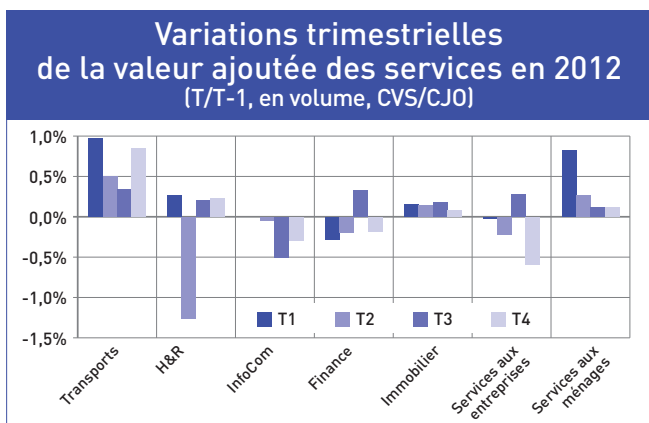
L'Information/Communication apparaît comme le secteur des services le plus touché en 2012 avec 4 trimestres de baisse de la valeur ajoutée. Cette activité a déjà connu la plus longue période de contraction de la VA parmi les services depuis 2008 (6 trimestres entre le T2 2008 et le T3 2009). Il est probable que cela constitue un signal avancé de la dégradation de l'ensemble de la VA des services (la guerre des prix des prestations des SSII et les budgets "communication" sont souvent les premiers à pâtir de la dégradation de la conjoncture économique et des arbitrages budgétaires).

Les services aux entreprises ont concédé 0,4 % de leur VA 2012 en volume par rapport à l'année précédente. Seul le 3^e trimestre (+ 0,3 %) n'a pas enregistré de recul.

En un seul trimestre, le second, l'hôtellerie/restauration a vu s'annuler les gains de VA réalisés en 2011 (- 0,9 % en 2012 après + 0,9 % en 2011). 2010 ayant été une année blanche (0 %), le secteur totalise fin 2012 une VA en volume équivalente à celle de 2009 (39,684 Mds € en 2012).

Les deux meilleures progressions annuelles sont attribuées aux transports, + 1,5 % par rapport à 2011 et après deux années de croissance à plus de 3 %¹, et aux services aux ménages (+ 1,3 %). Ces secteurs ont connu une croissance continue pendant les 4 trimestres de l'année écoulée. L'immobilier a progressé de 0,4% comparé à 2011.

“ La faiblesse du résultat de 2012 crédibilise le scénario d'une baisse du volume de valeur ajoutée en 2013 ”



Source : Insee, Comptes Nationaux Trimestriels.

¹ +3,7 % en 2010 et +3,4 % en 2011.

Le climat des affaires dans les services

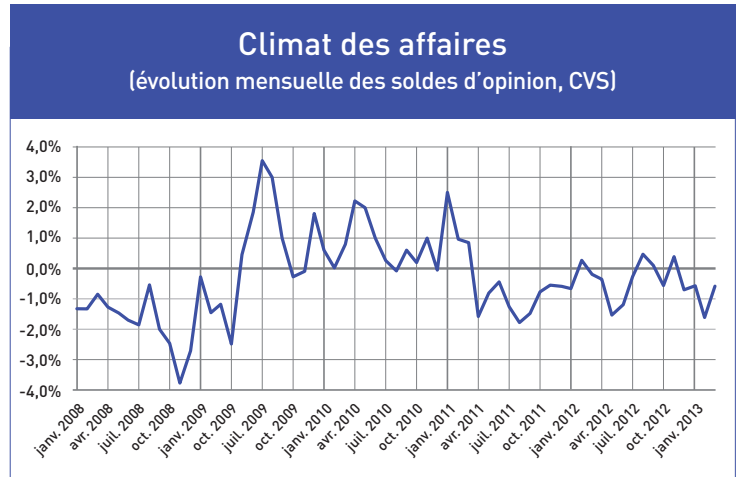
En mars l'indicateur continue de se détériorer.

Pour le 4^e mois consécutif, le climat des affaires se dégrade dans les services. Selon les responsables d'entreprises interrogés, l'indice concède 0,6 % en mars par rapport à février.

Depuis juin 2011, le niveau de climat des affaires est en-dessous de sa valeur de référence correspondante à la moyenne de long terme (la moyenne est de 100, pour un indice de 88 en mars 2013). Manifestement, les difficultés que rencontrent les entreprises de services s'aggravent de manière continue depuis 21 mois. Une rémission a été constatée pendant la crise mais elle n'aura duré que six mois (de janvier à juin 2011). Elle avait mis fin à une longue période de dégradation du climat des affaires (de mai 2008 à février 2010, soit 31 mois).

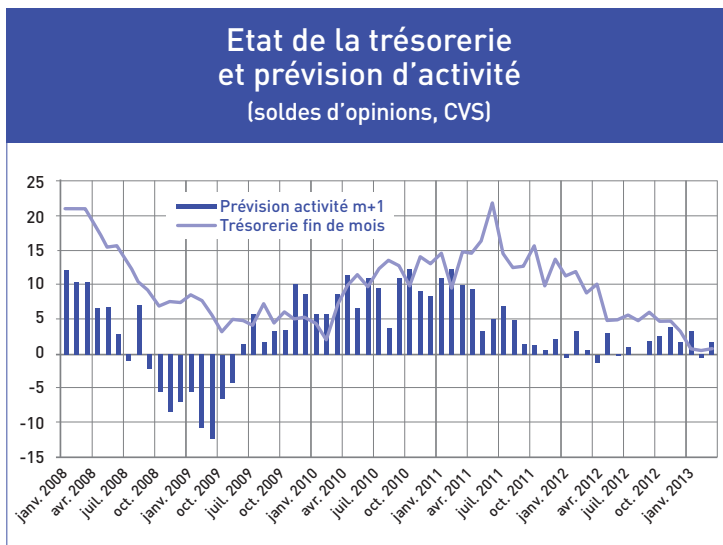
L'un des points d'inquiétude majeur des décideurs interrogés est la contraction inquiétante de la trésorerie des entreprises. Les trois premiers mois de l'année 2013 sont en effet les pires enregistrés depuis la création de l'indice, en avril 2002.

“ Une note positive de l'enquête : les anticipations d'activité à un mois [...] restent orientées à la hausse. ”



Source : Banque de France.

L'indicateur de la trésorerie met en exergue l'état critique des liquidités de certaines entreprises de services. Il faut le mettre en parallèle avec l'inquiétude constatée dans l'indicateur de climat des affaires. Le volume d'affaires existe quand même et c'est une note positive : les anticipations d'activité à un mois (donc pour avril) restent orientées à la hausse. Mais les conditions de marché (prix, paiement,...) sont très difficiles, ce qui impacte la trésorerie. Pour certains, il n'y a plus de "cousin de sécurité" en cas de perte d'un gros client et des défaillances d'entreprises s'en suivront.



Source : Banque de France.



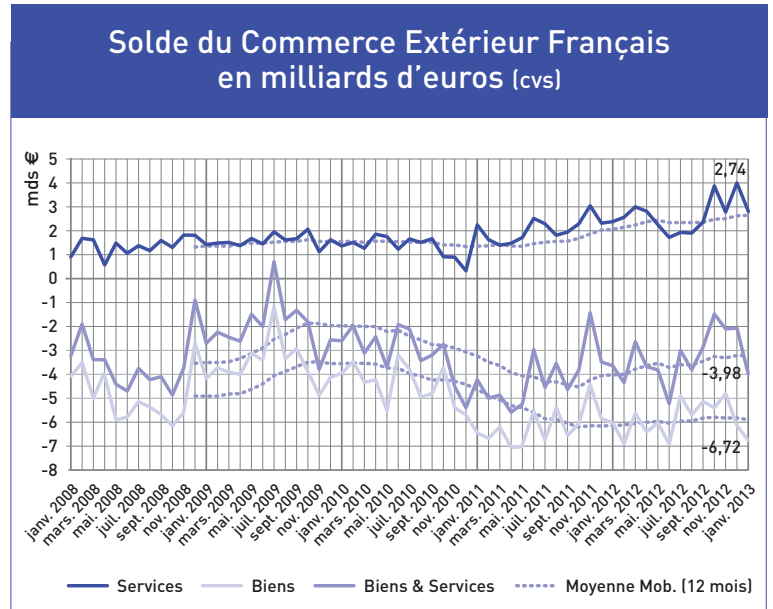
Les échanges extérieurs de services

Après un excédent record en décembre, les échanges extérieurs de services maintiennent leur dynamique.

L'année 2012 représente la nouvelle référence pour les échanges de services. En effet, la performance pressentie dans le précédent numéro du baromètre s'est confirmée en décembre, et permet aux services français de dégager un excédent annuel de 31,2 milliards d'euros (+ 44,4 % par rapport à 2011).

Le solde des échanges de services de la France est excédentaire de plus de 2,7 milliards d'euros pour janvier 2013. Ce résultat est en retrait par rapport au mois de décembre 2012 (+ 4,1 Mds €), qui est toutefois un record historique car il s'agit du premier mois au cours duquel la balance des services a dépassé la barre des 4 milliards d'euros d'excédents.

Janvier 2013 représente un bon mois pour les services, au-dessus de la moyenne mensuelle 2012, à + 2,6 Mds €. Ce résultat s'inscrit dans une tendance haussière démarrée en janvier 2011.



Source : Banque de France, Balance des Paiements.

“ Le solde record des services reste malheureusement insuffisant pour ramener à l'équilibre la balance courante française [...] ”

Ce solde reste cependant insuffisant pour ramener à l'équilibre la balance courante française (biens + services). En effet, à la fin du mois de décembre 2012, le déficit annuel courant est de - 38,8 milliards d'euros. La balance commerciale (biens seuls) affiche un déficit de - 70 milliards d'euros.

Le solde commercial français connaît une tendance baissière depuis juillet 2009 sous l'effet de la contraction des échanges de biens frappant le commerce mondial.

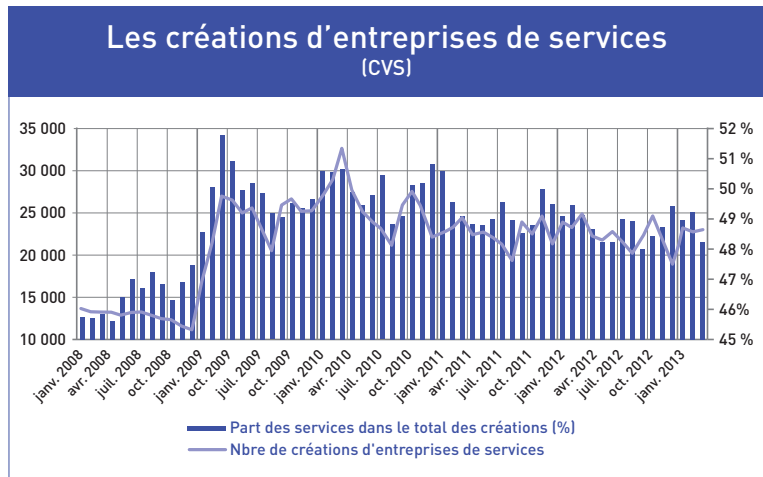
La moyenne mobile des biens semble depuis lors varier autour d'un déficit mensuel de 6 milliards d'euros. Le solde commercial de janvier 2013 (- 6,7 Mds €) se rapproche toutefois dangereusement du plancher des 7 milliards qui n'a été dépassé qu'une seule fois, en avril 2011 (- 7,03 Mds €).

Les créations d'entreprises de services

Le nombre de créations d'entreprises progresse en mars.

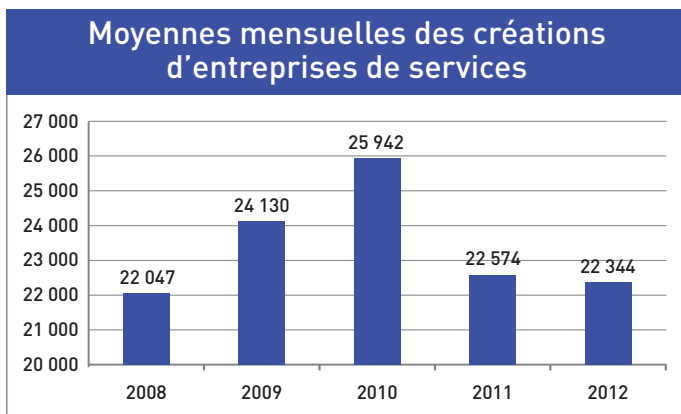
Au cours du mois de mars 2013, près de 23 000 entreprises ayant une activité principale déclarée dans les services, ont été créées (toutes formes juridiques incluses, y compris les auto-entreprises). La création d'entreprises de services est en progression de 0,9 % par rapport au mois de février. Tous secteurs confondus, les créations d'entreprises augmentent de 3,1 % sur cette même période.

La part des services dans l'ensemble des créations d'entreprises concède 1 point en mars et se situe à 48,2 %. Cette proportion reste relativement stable, entre 48 % et 49 %, depuis la mise en place du statut d'auto-entrepreneur en janvier 2009. Auparavant elle était de 46 % en moyenne.



Source : Insee.

“ La part des services dans l'ensemble des créations d'entreprises se situe à 48,2 % ”



Source : Insee, données brutes.

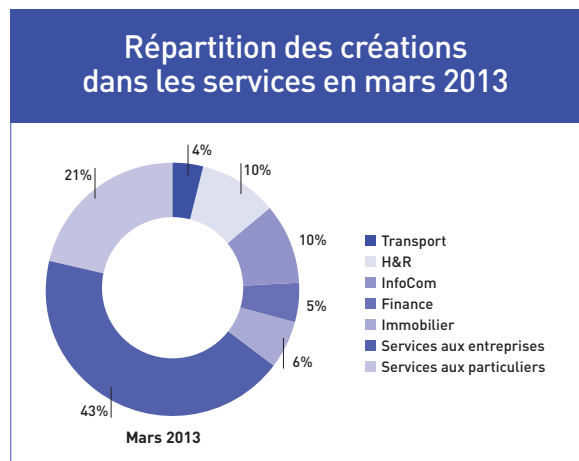
“ Les services aux entreprises et aux particuliers sont les activités de services qui connaissent le plus de succès auprès des créateurs. ”

Depuis l'année record de 2010, la moyenne mensuelle des créations d'entreprises de services est en recul. Toutefois, les trois premiers mois de l'année 2013 sont en nette hausse, avec une moyenne de 24 150 créations par mois.

Les services aux entreprises et aux particuliers sont les activités de services qui connaissent le plus de succès auprès des créateurs, aussi bien en auto-entreprises que pour les autres formes juridiques.

Le projet de limitation dans le temps du statut d'auto-entrepreneur pourrait amener un report des créations sur les autres statuts d'entreprises. En revanche il est certain que les volumes courants de création seraient revus à la baisse.

Avant la mise en place de l'auto-entrepreneuriat, les services accueillait en moyenne 12 800 nouvelles entreprises par mois (moyenne 2008). Si la réforme est réalisée, nous pouvons anticiper une contraction des créations d'entreprises dans les services qui se stabiliserait dans une fourchette de 17 à 19 000 créations/mois.



Source : Insee.

Groupement des Professions de Services

Le Groupement des Professions de Services (GPS) a pour ambition d'être l'interprofession des services qui réunit, représente et défend les métiers des services. Il regroupe 25 fédérations de services membres du Medef et près de 26 grandes entreprises.

Les services sont un moteur pour la croissance et l'emploi ; ils ont souhaité mieux s'organiser afin de prendre, dans la société civile, une place à la mesure de celle qu'ils occupent dans l'économie. Ils revendiquent une plus grande visibilité et une plus grande influence au sein de l'organisation patronale nationale, le Medef, ainsi qu'auprès des pouvoirs publics, des parlementaires et des instances européennes et de toutes les organisations professionnelles partenaires des métiers de services au plan national et européen.

Ses thèmes d'action concernent en priorité la contribution du secteur des services à la croissance et à l'emploi, la formation, la valorisation des métiers de services, l'innovation et la prise en compte des spécificités du secteur des services dans les politiques publiques.

Le GPS rassemble six secteurs d'activités :

- Services financiers : assurance, banque
- Information et communication : poste, télécommunications, communication, programmation, traitement de données
- Services spécialisés, scientifiques et techniques : conseil, formation, recrutement, services informatiques, ingénierie
- Services administratifs et de soutien : transport, logistique, location de véhicules, travail temporaire et métiers de l'emploi, propreté, sécurité, foires et salons, relation client (centres d'appels, métiers de l'accueil)
- Services aux particuliers et aux personnes : hôtellerie, restauration traditionnelle et thématique, restauration rapide, tourisme, services aux personnes (au domicile ou sur lieu de travail), promotion et gestion immobilières, formation professionnelle, santé, loisirs
- Services aux collectivités : services à l'énergie, distribution et assainissement de l'eau, collecte de déchets, parkings, transports en commun, restauration collective, autoroutes

Ce "baromètre trimestriel des services" présente la situation du secteur des services marchands (hors commerce). Il s'agit à peu près de l'ensemble des activités de services regroupées au sein du Groupement des Professions de Services (GPS). Outre les services aux entreprises, les services aux particuliers et les activités immobilières, celui-ci compte également les activités financières et de transport. Ainsi, notre agrégat "services" correspond à ce que les nomenclatures standard nomment "tertiaire marchand" hors commerce. Avec 8,8 millions de personnes, ce champ représente 36 % de l'emploi intérieur total en 2012 et a généré 46 % de la valeur ajoutée totale.

